

## Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

*Date de la contribution : 05/11/2019*

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour la période ATRD6 ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 2 :** Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Question 3 :** Êtes-vous notamment favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours pour les IEC à cycle long (maturité supérieure à 1 an) ? Que pensez-vous du taux de rémunération envisagé par la CRE ?

Favorable

**Question 4 :** Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des coûts échoués envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

**Question 5 :** Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Il paraît logique de prendre en compte les produits de cession des actifs via le CRCP de façon à faire bénéficier les consommateurs, des gains tirés de la revente de ces actifs, dans la mesure où ils en ont supporté les coûts.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolutions annuelles des termes tarifaires envisagés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Question 7 :** Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Question 8 :** Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissement dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions

pour faire évoluer ce mécanisme ?

Favorable

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements "hors réseaux" proposés par le CRE pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Question 10 :** Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Question 11 :** Pensez-vous qu'il serait pertinent de supprimer certains indicateurs ? Si oui, lesquels ?

Non

**Question 12 :** Y a-t-il des thématiques sur lesquelles vous souhaiteriez que GRDF soit incité ?

**Question 13 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Le périmètre historique de la R et D menée par GRDF, centré autour de la sécurité des ouvrages et de la performance opérationnelle, s'est enrichi d'actions en faveur du développement des gaz verts, de la mobilité propre, et s'est élargi au domaine des smart grids et de la flexibilité associée aux usages gaz, y compris sur les installations intérieures.

Il est souhaitable que GRDF puisse répondre aux objectifs fixés par les pouvoirs publics en matière de transition énergétique, ainsi qu'aux exigences de plus en plus fortes en matière de sécurité, y compris des installations intérieures. Sa demande de budget R et D en hausse pour la période ATRD6 à 22,8 M€ par an paraît justifiée pour atteindre ces objectifs.

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'évolution de la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel envisagée par la CRE, visant en priorité la suppression très rapide des installations au fioul et au charbon ?

Défavorable

**Commentaire :**

Alors que tous les travaux récents de planification énergétique (LETCV, PPE, SNBC, neutralité carbone,...) mettent en évidence le rôle du gaz dans le système énergétique et la sécurité d'approvisionnement des territoires, la CRE envisage de réduire drastiquement les moyens mis à disposition de GRDF pour stabiliser le portefeuille de clients.

Cette proposition intervient alors même que la CRE reconnaît que le bilan de la régulation incitative pour enrayer la

baisse du nombre de consommateurs sur les trois dernières périodes tarifaires est jugé positif.

Ces orientations, visant à « concentrer les crédits » sur la suppression du fioul et du charbon, auraient pour conséquence de limiter le nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz et mettre en péril la soutenabilité du tarif. C'est donc in fine la préservation du pouvoir d'achat des consommateurs qui serait impactée. De plus, si le tarif dérapait, faute de clients en nombre suffisant pour partager des coûts fixes, ce seraient les plus modestes, donc les moins capables d'investir pour changer d'énergie qui se trouveraient prisonniers d'une solution au coût inflationniste.

La stabilité du nombre de clients est d'autant plus pertinente que la possibilité d'un gaz 100% renouvelable à horizon 2050 semble accessible techniquement et à un coût raisonnable.

**Question 15 :** Êtes-vous favorable à l'alignement de l'incitation de GRDF à maîtriser les coûts des pertes et différences diverses sur celui des autres opérateurs (passage d'une couverture au CRCP de 70 % à 80 %) ?

Favorable

**Question 16 :** Êtes-vous favorable au taux de pertes théorique proposé par GRDF pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Question 17 :** Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Le projet de Loi relatif à l'Energie et au Climat réaffirme que 10% de la consommation totale de gaz en 2030 devra être d'origine renouvelable. Cette orientation est déclinée dans le projet de PPE avec un objectif de biogaz compris entre 14 et 22 TWh/an à l'horizon 2028 et un objectif intermédiaire de 6 TWh/an en 2023 (tous opérateurs confondus, soit 4,8 TWh/an sur réseau GRDF).

Dans ce contexte, la DGEC a publié un décret et un arrêté le 28 juin 2019, fixant les conditions de raccordement de sites biométhane sur les réseaux de transport et de distribution. Basée sur le décret, la Consultation Publique de la CRE du 23 juillet 2019 précise notamment les modalités de prise en charge financière des adaptations de réseaux nécessaires au regard du critère technico-économique (maillages, renforcements, rebours...).

A partir de la trajectoire retenue par la CRE, le cabinet d'audit préconise, dans son rapport, de réduire le niveau des charges d'exploitation à couvrir sur cette activité, au prorata de ce volume cible défini par la CRE. Il en résulte un arbitrage net de 4 M€ par an, dont 5,6 M€ / an sur les charges de personnel liés à un ajustement de la trajectoire d'effectifs sur cette activité .

La CRE envisage également de réduire la trajectoire d'investissement proposée par GRDF sur la base de 8 TWh d'injection en 2023 sur les réseaux de distribution. Cette trajectoire se fonde sur le potentiel de projets déjà en file d'attente (mentionné en fin de document) et qui est bien supérieur aux hypothèses retenues par la CRE.

Le niveau de volumes injectés en 2023 dans le projet PPE doit être considéré comme un point de passage à minima pour répondre à l'ambition finale de 2028, et ne devrait en aucun cas servir d'élément d'arbitrage limitant le développement des projets.

Les aléas existants sur les projets conduisent GRDF à disposer d'une file d'attente conséquente et à ne pas brider la réalisation de ceux prêts à émerger. Freiner la dynamique actuelle donnerait un signal très négatif à l'ensemble de la filière et remettrait en question l'atteinte de l'objectif de 10% de gaz renouvelable en 2030.

Compte tenu des arbitrages envisagés (-40% sur les postes proportionnels aux quantités injectées, soit environ -4 M€/an sur les charges nettes d'exploitation), la CRE ne donnerait pas à GRDF les moyens d'instruire les demandes d'études et de raccordement, ni de mettre en place les nouveaux dispositifs prévus dans le cadre du droit à l'injection.

La remise en question envisagée par la CRE de la trajectoire sur les investissements (en lien avec les prévisions de volumes injectés) pourrait nécessiter par ailleurs un arbitrage éventuel entre les projets déjà en cours d'études pour ne pas dépasser le niveau de 6 TWh/an injectés en 2023 : cela marquerait un coup d'arrêt majeur à l'essor de la filière, alors qu'un signal positif est attendu par l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, GRDF doit disposer des moyens nécessaires pour assurer le développement de la filière à moyen et long terme, et cela passe notamment par une augmentation des budgets de R et D alloués aux problématiques connexes au biométhane, et plus généralement aux gaz verts.

**Question 18 :** Êtes-vous notamment favorable à la prise en compte de la réduction de 45 à 30 ans de la durée d'amortissement des branchements ?

Favorable

**Question 19 :** Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés proposées par GRDF ?

Les trajectoires proposées par GRDF sont cohérentes avec l'évolution passée du nombre de consommateurs et de quantités de gaz distribuées.

**Question 20 :** Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Favorable

**Question 21 :** Que pensez-vous des évolutions envisagées par la CRE pour établir la grille tarifaire des prochains tarifs ATRD ?

**Question 22 :** Êtes-vous favorable à l'abaissement des coefficients tarifaires de janvier et février de 8/12 à 4/12 en distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 23 :** Êtes-vous favorable au maintien du calcul actuel des pénalités de dépassement de capacité journalière sur le réseau de distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 24 :** Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le prochain tarif ATRD de GRDF ?